

Editorial

Wendy McKeen

Co-editor

Associate Professor, School of Social Work
York University

Sadly, the common theme found in this volume is that governments often engage in manipulations and obfuscations in order to avoid accountability and hide from their social policy and social justice commitments. Clear cases of this are illustrated in this issue, reminding us that if we care about social justice and eliminating racism and other acts of violence, we need to get a lot better at detecting and challenging these practices.

The first two articles speak to this within the context of the federal government's commitment to renewing its relationship with First Nation peoples. In *Foreclosing Accountability* Travis Hay argues that the non-Indigenous presiding coroner in the inquest into the deaths of seven First Nation students in Thunder Bay, Ontario, profoundly lacked the necessary training in the realities for First Nation people and youth to be put in charge of inquests involving the deaths of First Nation people. As such, the inquest privileged individualized factors such as alcohol consumption and invisibilized the structural causes of these deaths, notably, colonialism and racism.

In *Reclaiming the Spirit of Jordan's Principle*, Vandna Sinha and Molly Churchill address the topic of Jordan's Principle – a principle adopted by the federal government in 2007 that finally recognized its long-time policy of underlying and underproviding health and child welfare to First Nation children. As shown in this article, the federal government continues to operate under a narrow definition of Jordan's Principle and thereby avoids all accountability. While the current government claims to be building a new relationship with Indigenous people, nothing close to substantive equality has been achieved for First Nation children in Canada.

In *Le Nouveau Régime: Épisode de la Mise en Oeuvre de Nutrition Nord Canada au Nunavik, 2011-2013* by Gerand Duhaime, Andrée Caron, Sébastien Léveque, Julie Garon, et Marileine Baribeau, we see the other side of state accountability, which is control and management of citizens or populations. In this article the authors examine the Nutrition North Program that was introduced to make nutritious food more accessibility to people living in isolated northern regions and to replace the existing program that had been found costly and ineffective. They find that the new program has a market rationality built into its design and operations. The result is that eligibility for receiving the price reduction in food is now conditional on people becoming “active” citizens –

essentially meaning they have to adapt their eating habits to the standards of “healthy” eating as opposed to eating the food they prefer.

In *Reducing Delivery by Program Recycling*, Andrea Lawlor, Tracy Smith-Carrier, and Sarah Benbow focus on how governments manage policy agendas and avoid accountability through “policy and program recycling.” This captures the growing tendency of governments to strategically reuse or rebrand existing policies or programs under a new the banner of broad programs/policies, thereby creating an appearance of doing more than they are actually doing, while securing public buy-in. The authors develop concrete indicators for identifying such practices based on the case of Ontario’s Poverty Reduction Strategy (PRS) – for example, being housed in different ministries, relying on the budgets of multiple programs, being contingent on external conditions, and lacking clear assessment criteria, targets, and timelines – all serving to obfuscate government activity, weaken the ability of researchers and the public to hold governments accountable for their claims to be solving problems, and obscure the continued reality of the suffering of the many.

This issue also offers an insightful book review of Wendy Brown’s, *Undoing the Demos: Neoliberalism’s Stealth Revolution*, by doctoral student Heidi Zhang, a book that Zhang argues provides insight into how we can better uncover how neoliberalism “infiltrates” all spheres of political and social life.

We hope that you enjoy all of these works. Thank you to the managing editor for this issue, Abrah McKeen – without your hard work and deft handling of this role we would not be here! We plan to have our next issue out shortly.

Éditorial

Malheureusement, le thème récurrent de ce numéro est que les gouvernements se livrent souvent à des manipulations et des obscurcissements afin d’éviter toute responsabilité et ne tiennent pas à leurs engagements en matière de politique sociale et de justice sociale. Des exemples clairs de cela sont illustrés dans ce numéro et nous rappellent que si nous tenons à la justice sociale et à l’élimination du racisme et d’autres actes de violence, nous devons mieux détecter et combattre ces pratiques.

Les deux premiers articles parlent de ce problème dans le contexte de l’engagement du gouvernement fédéral à renouveler ses rapports avec les peuples des Premières Nations. Dans l’article *Forclure la responsabilité*, Travis Hay soutient que le coroner non-autochtone qui présidait l’enquête sur la mort de sept étudiants autochtones à Thunder Bay en Ontario ne possédait pas la formation adéquate quant aux réalités auxquelles font face les Premières Nations pour prendre en charge les enquêtes

impliquant la mort des personnes autochtones. De ce fait, l'enquête favorisait les facteurs individuels telle la consommation d'alcool et rendait imperceptibles les causes structurelles liées à ces décès, notamment le colonialisme et le racisme.

Dans l'article *Renouveler notre approche du principe de Jordan*, Vandna Sinha et Molly Churchill abordent le sujet du principe de Jordan. Ce principe adopté par le gouvernement fédéral en 2007 reconnaissait enfin sa politique de longue date qui assurait que les enfants des Premières Nations reçoivent les services en matière de santé et d'aide à l'enfance. Cet article montre que le gouvernement fédéral continue de fonctionner selon une définition étroite du principe de Jordan et évite ainsi toute responsabilité. Bien que le gouvernement actuel prétend établir une nouvelle relation avec les autochtones, il reste encore un long chemin à faire quant à l'égalité des enfants des Premières Nations au Canada.

Dans *Le nouveau régime: Épisode de la mise en œuvre de Nutrition Nord Canada au Nunavik, 2011-2013*, Gerand Duhaime, Andrée Caron, Sébastien Léveque, Julie Garon et Marileine Baribeau, nous montrent l'autre côté de la responsabilité de l'État, à savoir le contrôle et la gestion des citoyens ou des populations. Les auteurs de cet article analysent le programme Nutrition Nord Canada qui a été mis en place afin de rendre les aliments nutritifs plus accessibles aux personnes habitant les régions nordiques isolées et afin de remplacer le programme existant jugé trop coûteux et inefficace. Ils constatent que le nouveau programme intègre la rationalité marchande à sa conception et ses opérations. Il en résulte que pour pouvoir bénéficier de la réduction du prix des aliments, il faut désormais devenir des citoyens « actifs ». Pour ainsi dire, les personnes doivent adapter leurs habitudes alimentaires aux normes d'une alimentation « saine » plutôt que de manger ce qu'ils préfèrent.

Dans l'article *Réduire le temps de réalisation des programmes en les recyclant*, Andrea Lawlor, Tracy Smith-Carrier et Sarah Benbow se concentrent sur la façon dont les gouvernements gèrent les agendas politiques et se soustraient à la reddition de comptes à travers « le recyclage de politiques et de programmes ». Cela reflète la tendance croissante des gouvernements à réutiliser et reformuler les politiques et les programmes existants sous de nouveaux noms de politiques et programmes généraux, leur donnant ainsi l'apparence de faire plus qu'ils n'en font réellement tout en garantissant la participation du public et la gestion du programme politique. Les auteurs élaborent un ensemble concret d'indicateurs afin d'identifier ces pratiques, utilisant l'exemple de la stratégie de réduction de la pauvreté en Ontario pour montrer comment elles servent à brouiller les activités des gouvernements, à diminuer la capacité des chercheurs et du public de tenir les gouvernements responsables de leurs revendications à résoudre les problèmes et à voiler les souffrances quotidiennes de plusieurs.

Ce numéro offre également une critique du livre de Wendy Brown *Undoing the Demos: Neoliberalism's Stealth Revolution*, par la doctorante Heidi Zhang. Un livre qui

McKeen

selon elle permet de mieux comprendre comment le néolibéralisme « infiltre » toutes les sphères de la vie sociale et politique.

Nous espérons que vous appréciez tous ces œuvres. Merci à la rédactrice en chef, Abrah McKeen, pour ce numéro, sans votre travail acharné et votre gestion habile de ce rôle, nous ne serions pas ici ! Nous prévoyons de publier notre prochain numéro sous peu.